

L'internationale et la guerre

Christian Rakovsky

[Source et introduction : [Iskra Research](#) :] Cette brochure a été publiée à Saint-Pétersbourg en 1917 et à New York au début de 1918 par le « Novago Mira » (le Nouveau Monde), un groupe socialiste russe de gauche qui faisait alors partie du Socialist Party des USA. Rakovsky était membre du comité central du Parti ouvrier social-démocrate roumain et n'était encore membre d'aucune fraction du POSDR. Il y défend les idées de Zimmerwald et de Kienthal et deviendra, un an plus tard, l'un des fondateurs de l'Internationale communiste. [Traduction MIA.]

I. Qu'est-ce que l'internationalisme ?

En Russie, le 1er mai n'est devenu une fête nationale qu'après la révolution. À cet égard, la Russie se distingue de tous les pays belligérants où, à quelques exceptions près, cette journée a, comme auparavant, été travaillée.

Cette manifestation de solidarité internationale fait honneur au prolétariat russe. Cependant, il serait erroné de penser qu'elle ne fait que rendre hommage à un sentiment abstrait d'amour pour l'humanité. Les racines de la solidarité internationale des travailleurs, les racines de l'internationalisme, ne résident pas seulement dans le cœur des travailleurs, mais aussi dans leur conscience de classe.

Qu'est-ce que l'internationalisme ? L'internationalisme est la reconnaissance de la communauté d'intérêts entre les classes des différents peuples.

L'internationalisme est un trait caractéristique du mouvement ouvrier de notre époque, mais il serait erroné de penser qu'il lui est exclusif. Dans une certaine mesure, les classes capitalistes des différents pays sont également internationalistes, car elles partagent un intérêt commun. Mais ce qui est propre à la bourgeoisie, c'est le nationalisme, c'est-à-dire le désir de la classe capitaliste de chaque pays, par la concurrence ou par la guerre, d'assujettir les autres pays. Par contre, dans le passé, lorsque la bourgeoisie n'était pas encore une classe dominante, lorsqu'elle devait lutter contre la noblesse et le pouvoir monarchique absolu, lorsqu'elle avait besoin du soutien de la bourgeoisie des autres pays pour mener à bien sa lutte, elle était imprégnée d'un profond sentiment internationaliste. Ceci est particulièrement évident dans l'histoire de la France, avant et pendant la Grande Révolution.

Dans les discours au Parlement, dans les journaux, dans les manifestes et dans les actes diplomatiques, la France révolutionnaire soulignait les intérêts communs de tous les peuples. Les dirigeants français avaient conscience et parlaient de leur lutte comme étant celle l'émancipation de toute l'humanité. Le triomphe de la France révolutionnaire était le triomphe de tous les peuples. C'est pourquoi [Danton](#) déclarait d'une voix tonitruante : « *Le patriotisme français ne connaît d'autres frontières que celles de l'humanité* ».

De leur côté, les bourgeois progressistes des autres pays, les intellectuels et les philosophes d'Allemagne, d'Angleterre et d'ailleurs, saluèrent la révolution française comme l'aube de la liberté.

On pourrait écrire des volumes entiers pour illustrer l'internationalisme bourgeois. Mais ce qu'il faut souligner, et ce qui est important pour nous, c'est la contradiction qui sous-tend cet internationalisme bourgeois, car il n'a pas pu aller jusqu'au bout de sa propre logique, c'est-à-dire la destruction de toutes les frontières, et cela parce qu'il s'est heurté au mode de production capitaliste. En définitive, pour la bourgeoisie, l'internationalisme n'a été qu'un moyen de renforcer le nationalisme bourgeois. Après la période des élans internationalistes, vient celle des guerres de conquête de Napoléon Ier.

Comment l'expliquer ? La bourgeoisie a comme caractéristique le mode de production capitaliste, c'est-à-dire l'appropriation privée des moyens de production. Chaque capitaliste individuel s'efforce, par la concurrence, de s'enrichir aux dépens de son voisin. De même, la classe capitaliste de chaque pays cherche à s'enrichir aux dépens de la classe capitaliste du pays voisin. Ainsi, malgré les belles paroles sur la « Fraternité des peuples » que la bourgeoisie a proclamés, elle n'a su offrir à l'humanité que des guerres, civiles et internationales...

II. L'internationalisme prolétarien

L'internationalisme du prolétariat a une toute autre nature. Les intérêts économiques de ce dernier exigent le triomphe complet de la fraternité des peuples, la destruction des frontières, l'élimination de toutes les distinctions nationales, religieuses et raciales, la suppression de la concurrence et des guerres. L'émancipation du prolétariat de l'exploitation capitaliste n'est possible que par la destruction de la propriété privée des moyens de production. Les terres, les usines, les moyens de transport, aujourd'hui aux mains des capitalistes, doivent devenir la propriété du peuple tout entier. Cela élimine à la fois la domination de classe et la domination nationale.

L'internationalisme de la classe ouvrière est donc à la fois une conséquence et une condition de sa lutte pour la libération. Ce n'est pas sous l'influence de telle ou telle prédication humaniste que les travailleurs sont imprégnés d'internationalisme, mais sous la pression de la nécessité économique.

Le point de départ de l'internationalisme prolétarien est la lutte de classe du prolétariat. Tant pour ses objectifs immédiats que pour ses objectifs lointains, le prolétariat d'un pays a besoin du soutien du prolétariat de tous les pays. Ceci affecte de la même manière sa lutte politique comme sa lutte économique. Dans la question des lois ouvrières, par exemple, il est bien connu que sans les efforts du prolétariat de tous les pays, aucun résultat positif ne peut être obtenu. La bourgeoisie refuse systématiquement au prolétariat de réduire la journée de travail et d'augmenter les salaires au motif que si les travailleurs des pays concurrents travaillent plus et reçoivent des salaires plus bas, ils ne peuvent pas, dans ces conditions, résister à la concurrence. Il est donc nécessaire que la classe ouvrière puisse obtenir une réduction du temps de travail et une augmentation des salaires dans tous les pays en même temps. L'internationalisme est également une nécessité dans la lutte politique du prolétariat. Sans l'unification des forces des travailleurs de tous les pays, il n'est pas possible de lutter contre la réaction politique et contre les guerres.

Le berceau de l'internationalisme ouvrier est l'Angleterre, où pour la première fois le prolétariat est apparu comme une classe puissante.

III. La première Internationale

Il est généralement admis que les organisations ouvrières internationalistes sont apparues avec la fondation de la célèbre Association internationale des travailleurs en 1864. Entre-temps, bien avant cette Première Internationale, les sentiments internationalistes étaient fortement développés dans les rangs de la classe ouvrière, en particulier en Angleterre. L'esprit internationaliste était bien ancré dans le célèbre mouvement chartiste des années 1830 et 1840, dont l'objectif immédiat était la réforme

électorale et l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière. Les Chartistes étaient profondément sensibles à toutes les tentatives révolutionnaires qui se déroulaient dans le reste de l'Europe. Ils accueillirent favorablement non seulement toute action indépendante de la classe ouvrière en France, mais aussi tout mouvement populaire s'efforçant de renverser la tyrannie politique. Les luttes pour l'indépendance des Polonais, des Italiens, des Hongrois, etc. soulevèrent une sympathie particulière de la part de la classe ouvrière anglaise. Après la révolution de 1848 et la réaction qui suivit l'échec de cette révolution, Londres devint un refuge pour les socialistes et les principaux militants démocratiques révolutionnaires du continent.

C'est dans cette atmosphère internationaliste que sont nés les rudiments du mouvement ouvrier internationaliste. Mais pour la première fois, en tant qu'organisation influente, l'Internationale ouvrière fut fondée en septembre 1864, à l'issue d'un grand rassemblement organisé à St Martin's Hall.

Nous n'avons pas l'intention de décrire ici l'histoire de la Première Internationale, qui a existé au total pendant neuf ans. Il suffit de dire qu'elle avait pour tâche d'unir les efforts des travailleurs de tous les pays, afin de les libérer de l'exploitation économique. Le slogan « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », qui est aujourd'hui devenu une formule familière, a été prononcé pour la première fois par l'Internationale en 1864.

La Première Internationale a cessé d'exister en raison de conflits internes et des événements politiques consécutifs à la guerre franco-prussienne.

Bien que le mouvement ouvrier ait continué à se développer dans chaque pays, ce n'est qu'en 1889, lors de l'exposition universelle de Paris, que les représentants des partis socialistes de tous les pays se sont à nouveau réunis en congrès. Depuis lors, et jusqu'à l'éclatement de la dernière guerre, alors qu'un nouveau congrès socialiste international devait se tenir à Vienne, un congrès des travailleurs de tous les pays s'est réuni tous les trois ou quatre ans dans différentes capitales européennes.

IV. La Deuxième Internationale et la guerre

Contrairement à la Première Internationale, seuls les partis qui reconnaissaient la lutte politique et notamment la participation aux élections législatives et autres comme un des moyens d'émancipation de la classe ouvrière étaient admis au sein de la IIe Internationale. Il ne nous appartient pas non plus d'écrire ici l'histoire de cette Deuxième Internationale. Il nous importe surtout de souligner les principes sur lesquels reposait la tactique de cette Internationale. Le plus fondamental d'entre eux, la pierre angulaire de tout l'édifice, est le principe du caractère irréconciliable de la lutte des classes. Lors du célèbre congrès d'Amsterdam de 1904, il a été admis par l'immense, par l'écrasante majorité des pays représentés à ce congrès, que la tâche des socialistes était d'exposer constamment devant la classe ouvrière les contradictions entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie et de mener cette lutte de classe jusqu'à son terme logique, c'est-à-dire d'amener le prolétariat à la victoire complète sur la bourgeoisie.

Ce principe a été repris de manière cohérente dans toutes les autres résolutions. Il a également constitué la base de la résolution sur l'attitude des sociaux-démocrates à l'égard de la guerre, adoptée lors du congrès de Stuttgart en 1907. Dans cette résolution, il y était tout d'abord souligné que les causes des guerres modernes résident dans le mode de production capitaliste lui-même, dans le désir de la bourgeoisie de s'emparer de colonies pour la commercialisation de ses produits et de ses matières premières et dans la politique générale de conquête économique et territoriale. Dans la même résolution, les socialistes s'engageaient à tenter par tous les moyens possibles d'empêcher la guerre, qui constitue un fléau incontestable pour le prolétariat. Si, malgré tous les efforts, la guerre devait éclater, il était de leur devoir d'y mettre fin le plus tôt possible, en essayant en même temps d'utiliser l'indignation des masses populaires pour lutter contre l'ordre capitaliste lui-même et pour préparer la révolution sociale.

La Résolution de Stuttgart définissait ainsi avec clarté le devoir des partis socialistes dans chaque pays.

V. Le social-patriotisme

Mais il a suffi que la guerre générale actuelle éclate pour que le sens de la résolution soit dévoyé. Il s'est produit dans l'Internationale un fait que personne n'aurait pu prévoir auparavant. Une majorité des partis socialistes entérina de nouvelles tactiques qui étaient en contradiction flagrante avec la résolution de Stuttgart et avec le principe du caractère irréconciliable de la lutte des classes.

La social-démocratie allemande a voté les crédits de guerre et s'est alignée sur la politique de son gouvernement. Les Français de même, tout comme la plupart des Britanniques, des sociaux-démocrates autrichiens et des belges également. Nous avons assisté à des phénomènes inédits dans le monde socialiste. Alors qu'auparavant, tous les sociaux-démocrates pensaient que le capitalisme était la cause de la guerre et que celle-ci serait éliminée après la destruction du capitalisme lui-même, les partis socialistes ont commencé à trouver que la cause de la guerre résidait dans tel ou tel État, chez tel ou tel ministre. Et comme corollaire de cette croyance, les sociaux-démocrates, que l'on appellera plus tard à juste titre les sociaux-patriotes, ont commencé à soutenir qu'il suffisait de vaincre l'ennemi pour que les guerres cessent à jamais.

Ainsi, les Français et les Britanniques ont commencé à affirmer que la défaite des Allemands signifiait également la défaite du militarisme et le triomphe d'une paix durable. Les Allemands, quant à eux, affirmèrent que la victoire sur la Russie et l'Angleterre signifie le triomphe de la paix sur le continent et de la libre navigation sur les mers.

Avant la guerre, nous étions habitués à ce que chaque parti socialiste dénonce son gouvernement pour avoir, par sa politique, poussé à la guerre. Après la guerre, c'est l'inverse qui se produit. Les socialistes oublient la faute de leurs propres gouvernements et parlent très volontiers de la faute des gouvernements des pays ennemis. Les Allemands ont oublié tout ce que leur diplomatie avait fait pour préparer le désastre actuel et sont très désireux de parler des objectifs de conquête du tsarisme russe. Les Anglais ont oublié que leur gouvernement avait récemment vaincu les deux républiques d'Afrique australe, le Transvaal et l'Orange, et les avait annexées à son vaste domaine, et ils ont commencé à se lamenter sur le sort de la Belgique. Les Français ont oublié qu'ils avaient, pendant dix ans, conquis l'un après l'autre par la violence les États semi-barbares d'Afrique du Nord et ont commencé à s'indigner de la politique de conquête de l'Autriche dans la péninsule balkanique.

Mais ce n'est pas tout. Les sociaux-démocrates, qui auparavant ne considéraient pas les traités secrets conclus par leurs diplomates comme contraignants pour le prolétariat et qui avaient répété après [Jaurès](#) qu'ils ne reconnaissaient qu'un seul traité, celui qui les unissait à toute l'humanité, éprouvent soudain un respect religieux pour ces papiers dont ils ne connaissent même pas le contenu. On ne peut pas ne pas se battre, disent-ils, si l'on s'est engagé par sa signature à aider ses alliés. C'est ce que les sociaux-démocrates allemands ont dit à l'Autriche et les Français à la Russie.

Enfin, dans le passé, nous tous, sociaux-démocrates, étions contre la guerre, non seulement parce qu'elle est un moyen d'exterminer le prolétariat, mais aussi parce que, à part la pauvreté et l'esclavage, elle ne lui apporte rien d'autre. Nous soutenions que l'émancipation des classes ouvrières comme celle des peuples ne pouvait être que le résultat de la lutte de classe du prolétariat, le résultat de la révolution. Aujourd'hui, tout le monde soutient que les guerres sont un moyen de libérer les peuples, non seulement son propre peuple, mais les autres également. Les sociaux-patriotes allemands prétendent que Hindenburg va libérer la Russie, tandis que leurs frères russes espèrent que Nicolas plantera le drapeau rouge sur le château de Potsdam. On se demande alors involontairement pourquoi

il fallait donc se battre pour le socialisme, si tout ce que l'on attendait du triomphe de la révolution socialiste pouvait être obtenu par la guerre !

Nous ne chercherons ici à expliquer pas toutes les raisons de ce changement complet d'attitude de la part de la plupart des sociaux-démocrates. Nous ne faisons qu'en rappeler l'existence.

Au fond, il s'agit du triomphe du révisionnisme, qui était déjà connu dans le passé et avait d'ardents défenseurs en Allemagne et en France, mais aussi dans d'autres pays. Ils avaient provisoirement reculé face au courant révolutionnaire lors du Congrès d'Amsterdam, mais n'attendaient que le moment propice pour imposer leur point de vue. Ce moment, ce fut la guerre.

Il y a, par ailleurs, une ambiguïté dans la tactique socialiste elle-même par rapport à la guerre. Bien que les résolutions, tant celle de Stuttgart que, plus tard, celle de Bâle de 1912, parlent de la nécessité de lutter contre la guerre, les moyens de cette lutte ne furent pas soulignés avec suffisamment de vigueur. La conviction que la guerre était liée au mode de production capitaliste lui-même a créé un certain fatalisme dans les rangs de la social-démocratie : on ne peut de toute façon pas empêcher la guerre et il n'est donc pas nécessaire de la combattre, oubliant par là que la lutte contre la guerre était en même temps un moyen d'élever la conscience de classe du prolétariat et la lutte contre le capitalisme.

En outre, il était généralement admis de distinguer les guerres offensives et défensives. Dans le cas d'une guerre offensive, les sociaux-démocrates refusaient de soutenir leur gouvernement, mais pour une guerre défensive, ils devaient le soutenir. Cette conviction a profondément pénétré la classe ouvrière. Ainsi, lorsque la guerre a éclaté, tous les gouvernements n'ont eu d'autre souci que de prouver qu'ils étaient en position de « légitime défense » et que l'attaquant était l'ennemi.

VI. La crise de la IIe Internationale

L'Autriche s'est plainte que les organisations secrètes militaires serbes, avec l'appui du gouvernement serbe, lui-même entièrement sous l'influence de la Russie, préparaient une insurrection en Bosnie-Herzégovine, dont l'un des épisodes fut l'assassinat de l'héritier autrichien du trône et de sa femme. L'âme de ce mouvement n'était autre selon elle que l'ambassadeur russe à Belgrade, Hartwig. La Russie, quant à elle, se considérait comme solidaire de la Serbie, attaquée par l'Autriche. L'Allemagne estimait qu'elle devait se défendre contre la Russie, car la défaite de l'Autriche aurait rapidement entraîné sa propre perte. La France se considérait comme appelée à lancer une offensive face à la crainte d'une invasion allemande, tandis que l'Allemagne déclarait que si elle attaquait la France c'était uniquement pour empêcher cette offensive française imminente, puisque la France devait remplir ses obligations d'alliée à l'égard de la Russie. L'Angleterre estimait que si l'Allemagne établissait son hégémonie sur le continent, elle devrait bientôt perdre non seulement son influence sur toutes les affaires européennes, mais peut-être aussi sa domination sur les mers. Elle déclara donc que la violation de la neutralité belge constituait un défi à sa propre indépendance et intervint donc dans la guerre également pour se défendre.

En d'autres termes, tout le monde a joué à la victime, personne ne voulait la guerre et si tout le monde l'a déclarée, c'était en état de légitime défense, ce qui, répétons-le, a été proclamé par l'Autriche elle-même qui avait pourtant été la première puissance à déclarer la guerre.

En falsifiant des documents diplomatiques, il était possible d'entretenir dans chaque pays cette idée totalement fausse que le gouvernement de ce pays n'était qu'en position de défense et que la responsabilité de la guerre incombait à l'ennemi. Cela était d'autant plus facile que depuis le début de la guerre, avec la censure, militaire et civile, la suppression de la critique et de l'indépendance de la presse, les gouvernements pouvaient répandre sans contrôle les légendes les plus fausses...

Les sociaux-patriotes allemands font croire aux travailleurs que la défaite de l'Allemagne entraînerait l'effondrement de l'industrie allemande, la destruction de la marine allemande, une importante indemnité de guerre et des traités commerciaux défavorables : tel devait être le résultat de la défaite de l'Allemagne. Les sociaux-patriotes russes disent la même chose ; ils soulignent eux aussi que la victoire allemande signifie l'asservissement de l'industrie russe au capital allemand. Des arguments similaires sont utilisés par les défenseurs de la guerre parmi les sociaux-démocrates de tous les pays. L'identification des intérêts du prolétariat avec ceux du capitalisme est ainsi le point de vue qui a prévalu au début de la guerre.

Cela a mis fin de facto à la Deuxième Internationale. L'unification des travailleurs de tous les pays ne pouvait se faire que sur la base de leur lutte contre le capitalisme. En abandonnant la lutte des classes et en adoptant des mots d'ordre nationalistes, les socialistes ont rompu le lien international. Nous avons assisté au phénomène le plus tragique de l'histoire du socialisme de ces 50 dernières années. Les partis socialistes, de fiers et indépendants représentants du prolétariat en lutte contre les gouvernements bourgeois, se sont transformés en misérables courroies de transmission de ces derniers, votant les crédits de guerre, approuvant toutes les mesures réactionnaires de leurs gouvernements et reprenant l'un après l'autre leurs slogans belliqueux.

Les sentiments révolutionnaires démocratiques qui avaient été encouragés au sein du prolétariat ont été exploités par les gouvernements avec l'aide des partis socialistes eux-mêmes, bien entendu, pour leurs seuls objectifs de conquête. La haine contre le tsarisme russe, qui s'était ancrée si profondément dans le cœur du prolétariat des puissances centrales, parce qu'il voyait dans ce tsarisme un soutien à la réaction dans leur propre pays, se transforme maintenant en une source d'énergie, non pas pour la lutte contre le tsarisme russe, mais contre le peuple russe lui-même. Par la défaite du tsarisme, l'Allemagne entend la défaite de la Russie, le pillage de son territoire. La haine contre le militarisme et la réaction en général en France, en Angleterre et en Italie, dans les couches démocratiques de la population, est devenue le moteur de leur politique impérialiste et conquérante. Mais la victoire sur l'Allemagne équivaut à la défaite du peuple allemand et à son asservissement économique au capital allié.

L'Internationale cessa ainsi formellement d'exister, puisque le Bureau socialiste international, ou plutôt le Comité exécutif du Bureau, qui se réunit à Bruxelles, est passé du statut de représentant de l'Internationale à celui d'otage d'un des groupes belligérants. Alors qu'il lui incombait de convoquer ses membres de tous les pays dès le début de la guerre afin de rechercher ensemble les moyens d'y mettre fin, il s'est abstenu de remplir son devoir jusqu'à une date récente, prétextant au fait que les socialistes français refusent de siéger avec les Allemands.

Et comme preuve la plus tangible du nouveau cours de collaboration de classe, il y a eu l'entrée de ministres socialistes dans les gouvernements bourgeois.

VII. La lutte contre le social-patriotisme

Mais un vieux proverbe arabe dit : là où l'eau a coulé, elle coulera à nouveau. C'est en vain que les sociaux-démocrates qui soutiennent leurs gouvernements ont essayé d'ignorer la lutte des classes : expulsée par la porte, elle est entrée par la fenêtre. Plus la guerre s'éternise, plus son caractère anti-populaire et anti-prolétarien devient évident. Plus les objectifs de la guerre se précisent, plus il devient clair pour tout travailleur qui réfléchit que la « libération des peuples », le « droit des peuples à disposer d'elles-mêmes », la « défaite du tsarisme russe », la « destruction du militarisme prussien » ne sont que des mots, derrière lesquels se cachent des aspirations purement annexionnistes. Les impérialistes Allemands commencent ainsi à parler très clairement de la nécessité d'obtenir des frontières avantageuses à l'Ouest et à l'Est, de s'assurer une route libre de Brême à Bagdad, de former sous leur hégémonie une union douanière et économique de l'Europe centrale. Les Alliés, quant à eux,

commencent à parler clairement du partage de l'Autriche et de la Turquie, et du dépeçage de l'Allemagne et de la Bulgarie.

Le rôle du grand capital financier dans les origines et la poursuite de la guerre commence également à être clairement mise en lumière. Alors que des millions de paysans et d'ouvriers versent leur sang dans les tranchées et que leurs familles orphelines meurent de faim, une bacchanale du capital se déroule dans les coulisses des ministères de la guerre et à la bourse autour des fournitures et des prêts de guerre. Des centaines et des milliers de nouveaux millionnaires surgissent des ruines d'une Europe dévastée et incendiée. Tout cela doit constituer une opportunité pour le réveil de la conscience de classe du prolétariat.

La lutte pour le rétablissement de l'Internationale progresse désormais à un rythme plus rapide, mais elle ne s'était jamais vraiment arrêtée. Alors que la social-démocratie autrichienne, par l'intermédiaire de son organe de presse qualifiait fièrement le vote des crédits de guerre du 4 août de « jour du peuple allemand », comme l'un des grands événements de l'histoire de la race allemande, la petite et héroïque social-démocratie serbe, par l'intermédiaire de ses deux représentants au parlement, Lapchévitch et [Katzlérovitch](#), prit hardiment une position internationaliste, en votant contre les crédits de guerre et en dénonçant dans leur déclaration le gouvernement serbe et l'organisation secrète militaire pour sa participation à la propagande chauvine. De même, avant et après la déclaration de guerre, le parti socialiste italien s'est battu pour la paix et a refusé de voter les crédits de guerre et de se solidariser avec son gouvernement.

Le Parti travailliste indépendant anglais, par opposition au Parti travailliste, composé de représentants d'organisations syndicales, a refusé de soutenir le gouvernement. Une minorité révolutionnaire, bien que très faible, émerge également en France, parmi les ouvriers et les intellectuels du parti, qui refusent de se joindre à l'immense majorité patriote. Les partis sociaux-démocrates en Bulgarie – c'est-à-dire les socialistes dits « étroits » – et en Roumanie ont pleinement rejoint la minorité révolutionnaire internationale lorsqu'ils ont réussi à s'orienter dans les événements qui se passaient en Occident. La presse révolutionnaire russe libre à l'étranger, publiée en Suisse et en France, a joué un rôle important dans le maintien de la tradition internationale. À la Douma d'État russe, dès le début de la guerre, la fraction social-démocrate, à l'exception d'un député, a toujours voté contre les crédits de guerre, et cinq députés ont été envoyés en déportation à perpétuité pour leur discours révolutionnaire internationaliste résolu contre le gouvernement tsariste. Le courant internationaliste trouve également des partisans dans les pays neutres – Suisse, Hollande, Suède, Norvège, etc. Mais réunir toutes ces actions partielles en vue d'un objectif commun, qui ne pouvait être que la restauration de l'Internationale, n'était pas une tâche facile. Elle était entravée d'une part par les difficultés parfois insurmontables dans les communications et, d'autre part, par les intrigues de la majorité social-chauvine des pays belligérants.

En septembre 1914, un congrès s'est tenu à Lugano, en Suisse, en présence de représentants de la social-démocratie italienne et suisse, au cours duquel la question d'une conférence imminente des socialistes de tous les pays neutres a été discutée. Peu de temps après, une conférence similaire des partis socialistes scandinaves a eu lieu à Copenhague, qui s'est limitée à l'expression de vœux de paix. En février 1915, les partis socialistes italien, suisse et roumain ont fait une déclaration collective et formelle pour convoquer une conférence des socialistes des pays neutres. Elle était prévue pour la fin du mois de mai de la même année.

Cette conférence n'a pas eu lieu pour diverses raisons. Tout d'abord, l'un des partis organisateurs avait cessé d'être un parti neutre depuis l'entrée en guerre de l'Italie. Deuxièmement, les partis socialistes de certains pays neutres, la Hollande et la Scandinavie, avaient une attitude négative à l'égard de cette conférence. Enfin, il faut noter la troisième et plus forte objection à la convocation de cette conférence, qui émanait des cercles internationalistes des pays belligérants. Ils voulaient une conférence où seraient présents des représentants du courant internationaliste des socialistes de tous les pays sans exception. Une telle conférence aurait éliminé le Bureau international, qui ne demeure

que formellement un organe de l'Internationale. Elle aurait officiellement divisé les partis nationaux, les obligeant à se diviser entre internationalistes et social-patriotes. Mais d'un autre côté, une telle conférence aurait été une tentative de rétablir l'Internationale pendant la guerre. Ces objections ont été soulevées par les socialistes russes et italiens ainsi que par les socialistes serbes. Tous les socialistes des autres pays désireux de contribuer au rétablissement de l'Internationale acceptèrent volontiers l'offre de participer à une conférence générale, mais le parti suisse refusa de la convoquer formellement et l'initiative passa au groupe d'initiative formé à Berne sous la présidence du camarade [Robert Grimm](#).

VIII. La conférence de Zimmerwald

En septembre 1915, dans le village de Zimmerwald, eut lieu la désormais célèbre conférence au cours de laquelle, pour la première fois depuis le début de la guerre, les socialistes des pays belligérants se sont tendu la main. La France, l'Allemagne, la Russie, l'Italie, la Pologne, la Suisse et la Suède y furent représentées. Il y avait également des représentants de la Roumanie et de la Bulgarie, qui représentaient en même temps l'Union fédérative social-démocrate des Balkans. Il convient de préciser ici que les sociaux-démocrates bulgares, roumains et grecs, lors d'[une conférence convoquée à Bucarest en juillet](#), s'étant engagés dans une voie résolument internationaliste, se sont organisés en une fédération qui, en tant qu'organe permanent, a désigné un Bureau inter-balkanique, dont le siège est à Bucarest. Les sociaux-démocrates serbes, ne pouvant assister personnellement à cette conférence, lui adressèrent leur salut télégraphique, accompagné d'une déclaration d'adhésion.

Cette conférence exigea, entre autres, la convocation d'un congrès international dans les plus brefs délais, auquel ne devaient être admis que les partis qui reconnaissaient la nécessité de la lutte des classes, y compris en temps de guerre, et qui rejetaient à la fois les crédits de guerre et la collaboration avec les gouvernements bourgeois. Il est à noter que les sociaux-patriotes bulgares, les sociaux-démocrates dits « larges », furent exclus de la conférence de Bucarest.

Revenons à la conférence de Zimmerwald. Sa principale décision a été de rejeter la collaboration de classe sous prétexte de défense de la patrie. Elle s'est élevée contre la politique d'annexions, qu'il s'agisse d'annexions ouvertes ou cachées, qu'elles soient territoriales, financières, douanières ou autres. Pour comprendre ce dernier point, il faut se rappeler que les impérialistes allemands ont dit qu'ils rendraient à la Belgique ses territoires, mais qu'ils se garantiraient un droit d'ingérence dans la vie financière, économique et militaire du pays par le biais d'accords bilatéraux. La conférence de Zimmerwald a protesté contre cette forme d'annexion déguisée. Elle s'est également élevée contre les indemnités de guerre de toutes sortes. Enfin, la Conférence de Zimmerwald a lancé le mot d'ordre du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

[Un manifeste](#) au prolétariat de tous les pays et de tous les peuples a été rédigé et publié, les exhortant à lutter pour la paix. Ce manifeste fut signé par les délégués présents, deux par pays.

Malgré sa faible représentation, la conférence de Zimmerwald a occupé une place importante dans l'histoire du socialisme international. Elle constitue le premier pas vers le rétablissement de l'Internationale. Elle est le point de départ de l'agitation internationaliste dans tous les pays belligérants.

Directement après elle, la minorité allemande, emmenée par [Haase](#), [Ledebour](#) et d'autres, s'est séparée formellement de la fraction parlementaire et a commencé à voter contre les crédits de guerre. L'influence de [Karl Liebknecht](#), c'est-à-dire du courant qu'il représente, devient encore plus forte. D'ailleurs, Liebknecht, qui n'a pas pu assister à la conférence, avait envoyé [une lettre de salutation](#) enthousiaste. Dans la social-démocratie autrichienne, jusqu'alors silencieuse, le premier cri de protestation ardente a éclaté dans une proclamation dont l'auteur est le camarade [Fritz Adler](#), désormais condamné à mort. La revue « *La Lutte* » est devenue l'organe de cette minorité. En France, à

côté des véritables zimmerwaldiens, les activités d'une autre minorité, dirigée par [Jean Longuet](#) et d'autres, commencent à se développer.

Le succès de la conférence de Zimmerwald se mesure aussi à l'exaspération et à la confusion qu'elle a provoquée parmi les sociaux-patriotes et les gouvernements de tous les pays. Le mot « Zimmerwald » est devenu un gros mot pour eux. La convocation de la conférence de Zimmerwald et ses décisions sont également contestées par le Bureau socialiste international, jusque-là silencieux, et qui a transféré son siège de Bruxelles à La Haye.

Un comité permanent a été élu à Zimmerwald, ayant son siège à Berne et il a commencé à publier un bulletin d'information. Bientôt des membres individuels, et même des partis entiers, comme les Suisses, l'Independent Labour Party anglais, le Social-Democratic Party anglais, différentes Fédérations socialistes de France, se sont ralliés aux résolutions de la conférence.

IX. La Conférence de Kienthal

En février 1916, une nouvelle réunion du comité élargi s'est tenue à Berne, à laquelle participèrent, outre le comité socialiste international permanent de Berne, deux délégués supplémentaires de chaque organisation, à l'exception des Anglais. À la veille de la conférence de Zimmerwald, le gouvernement anglais refusait déjà de délivrer des passeports à ses délégués.

Quelques mois plus tard, une nouvelle conférence de Zimmerwald s'est tenue dans le village de Kienthal, à laquelle ont participé, du côté français, trois députés, [Alexandre Blanc](#), [Raffin-Dugens](#) et [Brizon](#). Les résolutions élaborées tant par le comité élargi bernois de février que par la conférence de Kienthal ont pénétré dans tous les pays, renforçant partout le courant internationaliste et la lutte pour la paix. Lors de la conférence de Kienthal, la demande d'un armistice général a été formulée.

Les idées de Zimmerwald et de Kienthal s'imposent de plus en plus. Le brouillard nationaliste et chauvin, à mesure que la guerre s'éternise, commence à se dissiper et il devient de plus en plus clair pour le prolétariat et les peuples que la guerre, commencée par les gouvernements, doit être terminée par les peuples, par leur intervention révolutionnaire. Le premier exemple a été donné par le prolétariat russe et il trouvera des imitateurs dans tous les pays.

Les gouvernements qui ont commencé une guerre dans des buts de conquêtes considèrent comme une faillite morale le fait de l'arrêter sans réaliser leurs objectifs. Entre-temps, il devient de plus en plus clair que la politique de conquête impérialiste n'est pas seulement un fléau pour les peuples, mais aussi, dans un certain sens, une utopie. Elle ne peut résoudre aucune des contradictions internes de la société capitaliste. Les efforts d'un seul État capitaliste pour maîtriser le marché international se heurtent aux efforts des autres États capitalistes et les neutralisent. La société bourgeoise est incapable de faire face aux forces productives que le capitalisme a lui-même développé.

La guerre, avec ses résultats négatifs, convaincra davantage les travailleurs et les autres couches partageant leur sort que la destruction du capitalisme et son remplacement par un ordre socialiste constitue la seule voie du salut pour l'humanité.